

ROYAUME DE BELGIQUE.

-----

KONINKRIJK BELGIE.

-----

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

-----

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

-----

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 5 décembre 1994, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "portant des dispositions fiscales et financières", a donné le 8 décembre 1994 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 5 december 1994 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende fiscale en financiële bepalingen", heeft op 8 december 1994 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée.

En l'occurrence, la demande d'avis est motivée dans les termes suivants :

"L'avant-projet soumis une première fois le 9 août 1994 au Conseil d'Etat, lequel a rendu un avis le 28 octobre 1994, a été complété par de nouvelles dispositions faisant l'objet des articles 4, 10, 21, 23, 27, 29, 30, 33 et 38, 3°.

Par ailleurs, il est prévu que l'article 4 précité entre en vigueur le 1er janvier 1995".

\*

\*

\*

#### Observations liminaires.

1. Les articles 1er à 3, 5 à 9, 11 à 20, 22, 24, 25, 28, 31, 32, 34 à 38, 1°, 2°, 4°, et 39 à 60 de l'avant-projet de loi ont déjà fait l'objet d'un avis du Conseil d'Etat, des 28 septembre - 3 octobre 1994 (L. 23.680/2).

.../...

Il n'appartient pas au Conseil d'Etat d'émettre une seconde fois un avis sur ces textes, puisqu'il a épuisé lors de la première consultation la compétence qui lui est impartie par la loi et qu'ils ne semblent avoir été modifiés, lorsqu'ils l'ont été, que pour tenir compte de son avis.

Il n'a donc pas cru devoir émettre un nouvel avis sur les dispositions qui ont été adaptées à son avis précédent.

Pour que les Chambres législatives soient informées aussi clairement que possible, l'avis donné sous le n° L. 23.680/2 est annexé au présent avis. En ont seulement été omises, les considérations qui se rapportaient à des articles que le présent projet ne reprend pas. Dans le même but de lisibilité des deux avis, le L. 23.680/2 et le présent avis, le Conseil d'Etat a estimé devoir reproduire ci-dessous le tableau de correspondance entre la numérotation des dispositions de l'avant-projet originel et celle des dispositions présentement examinées, tableau établi par l'administration à la demande du Conseil d'Etat.

2. Bien que certaines des dispositions en projet soient susceptibles d'influencer les recettes ou les dépenses de l'Etat, il ne ressort pas du dossier transmis au Conseil d'Etat, qu'elles aient été soumises à l'avis de l'inspection des finances et à l'accord du ministre du budget.

.../...

Les observations qui suivent sont faites sous cette réserve.

Examen du projet.

Dispositif.

Articles 4 et 10.

L'abrogation de l'article 206, § 1er, alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus, prévue par l'article 4 du projet, sera "applicable aux pertes professionnelles éprouvées à partir du 1er janvier 1995".

Rattacher les effets dans le temps de cette mesure abrogatoire, à une date déterminée du calendrier plutôt qu'à un exercice d'imposition et cela sans justification apparente, est de nature à susciter des difficultés d'application, comme le montre le tableau établi par le délégué du ministre à la demande du Conseil d'Etat.

.../...

| Période imposable<br>(perte) | Exercice<br>d'imposition | Incidence de la mesure                                                                                                                                                      |                                                                             |
|------------------------------|--------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|
|                              |                          | art. 4 applic.<br>aux pertes éprou-<br>vées à partir du<br>1.1.95                                                                                                           | art. 4 applic. aux<br>pertes éprouvées à<br>partir de l'ex.<br>d'imp. 1996. |
| 1) 1/9/93 - 30/11/94         | 1994                     | limitation de la<br>déduction<br>(art. 206, § 1er,<br>al. 2)                                                                                                                | limitation de la<br>déduction                                               |
| 2) 1/1/94 - 31/12/94         | 1995                     | limitation de la<br>déduction                                                                                                                                               | limitation de la<br>déduction                                               |
| 3) 1/7/94 - 30/6/95          | 1995                     | limitation de la<br>déduction pour la<br>perte éprouvée du<br>1.7.94 au<br>31.12.94 dé-<br>duction sans<br>limitation de la<br>perte éprouvée du<br>1.1.95 au 30.6.95       | limitation de la<br>déduction                                               |
| 4) 1/9/94 - 30/11/95         | 1995                     | limitation de la<br>déduction pour la<br>perte éprouvée du<br>1.9.94 au<br>31.12.94 dé-<br>duction sans<br>limitation pour<br>la perte éprouvée<br>du 1.1.95 au<br>30.11.95 | limitation de la<br>déduction                                               |

|                      |      |                                                                                                                                                |                           |
|----------------------|------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|
| 5) 1/9/94 - 31/12/95 | 1996 | limitation de la déduction pour la perte éprouvée du 1.9.94 au 31.12.94<br>déduction sans limitation pour perte éprouvée du 1.1.95 au 31.12.95 | déduction sans limitation |
| 6) 1/1/95 - 31/12/95 | 1996 | déduction sans limitation                                                                                                                      | déduction sans limitation |
| 7) 1/7/95 - 30/6/96  | 1996 | déduction sans limitation                                                                                                                      | déduction sans limitation |

Sous réserve de l'observation précédente, le texte néerlandais de l'article 10 du projet devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

#### Articles 21 et 23.

1. A la demande du premier auditeur rapporteur, la portée de ces deux dispositions a été décrite par l'administration dans les termes suivants :

"A l'origine, la Caisse d'amortissement avait pour fonction de permettre l'étalement harmonieux de l'amortissement de l'emprunt sur toute sa durée de vie (la stabilité budgétaire des paiements d'intérêt et des charges d'amortissement étant assurée par l'annuité constante). Le raccourcissement des durées d'emprunt et l'abandon des mécanismes automatiques d'amortissement (rachats complétés par des tirages au sort) ont

.../...

rendu son action plus erratique jusqu'à ces derniers temps, compte tenu du fait que des règles strictes régissaient son action sur les titres classiques (fixation par le ministre des Finances des cours limites autorisant son intervention). Les rachats effectués par la Caisse impliquent en outre le retrait des titres (au porteur ou inscriptions nominatives) de la circulation, avec destruction des titres physiques. Il fallait donc autoriser la Caisse à agir également sur les marchés de titres dématérialisés avec élimination définitive de ces titres car demain, elle deviendra un outil essentiel de la gestion de la dette publique en matière d'obligations linéaires. Par une politique active de rachats en bourse ou hors-bourse, la Caisse permettra au Trésor de lisser l'échéancier de la dette publique et d'intervenir dans le meilleur intérêt des finances publiques en agissant sur les marchés de titres dématérialisés, au meilleur moment. Le Trésor pourra en effet refinancer ces rachats d'OLO avec échéance lors d'années surchargées par l'émission de lignes nouvelles à échéances diverses, évitant ainsi des refinancements tellement importants qu'ils pèsent inévitablement sur les taux d'intérêt".

2. S'agissant d'une disposition nouvelle, l'article 1erbis n'a certainement pas été modifié. Il faut donc rédiger la phrase liminaire sans faire état d'une modification inexistante.

On écrira :

"Art. .... Un article 1erbis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :".

#### Article 29.

Invité à préciser la portée de la modification de l'article 39 de la loi du 4 décembre 1990, afin que puisse être vérifiée l'absence de discrimination dont les nationaux

.../...

seraient victimes, le délégué du ministre a fourni les explications suivantes.

"1. Préliminaire.

D'un point de vue général, j'attire votre attention sur le fait que le droit communautaire n'interdit pas à un Etat membre de prendre des mesures de transposition de droit communautaire, plus sévères à l'égard de ses propres nationaux (règles d'harmonisation minimale).

2. Modification de l'article 39 de la loi du 4 décembre 1990.

2.1. L'objectif poursuivi consiste à se conformer aux exigences de la directive 89/48/CEE, du 21 décembre 1988 relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans, laquelle a été complétée par la directive 92/51/CEE du Conseil du 18 juin 1992 relative à un deuxième système général de reconnaissance des formations professionnelles.

La directive aurait dû être transposée pour le 4 janvier 1991.

2.2. Le projet de loi vise à ne pas soumettre les candidats agents de change disposant d'une qualification rencontrant les exigences de la directive (études et expérience), au régime actuellement mis en place par l'article 39 de la loi du 4 décembre 1990 et par les articles 18 et suivants de l'arrêté royal du 18 janvier 1991 fixant le règlement de la bourse de Bruxelles. L'article 39, modifié par l'article 90 de la loi du 28 juillet 1992 impose notamment la réussite d'un examen scientifique dont le règlement de la Bourse (le Roi) impose le contenu et règle l'organisation.

Les candidats agents de change voulant exercer en Belgique, en ce compris les Belges, satisfaisant aux exigences prévues dans la directive 89/48/CEE, seront donc soumis pour l'obtention du titre, au régime et aux exigences de ladite directive. Ce régime sera inscrit dans un arrêté royal modifiant les règlements des bourses de Bruxelles et d'Anvers. Le projet de loi n'introduira donc aucune discrimination sur base de la

.../...

nationalité mais permettra de mettre en place deux régimes applicables selon que les candidats invoquent ou non les qualifications obtenues dans un autre Etat membre sur base de la directive.

Le point 1 de la réponse citée manque de pertinence car la question que le Conseil d'Etat se pose ne se situe pas dans la perspective d'une censure éventuelle par la Cour de justice de l'Union européenne, mais bien dans celle d'une intervention des juridictions de l'ordre interne et, en particulier, de la Cour d'arbitrage et, le cas échéant, du Conseil d'Etat, section d'administration, s'il s'agit des règlements des bourses.

Sur la base des renseignements transmis et faute de connaître les modifications envisagées des règlements des Bourses de Bruxelles et d'Anvers, non plus que les dates d'entrée en vigueur des dispositions nouvelles, l'absence de toute discrimination, au sens des articles 10 et 11 de la Constitution, qui sont les dispositions pertinentes pour la raison qui vient d'être invoquée, n'a pu être vérifiée.

#### Article 30.

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"Art. ..... L'article 119ter de la même loi, inséré par la loi du 5 août 1992 et modifié par la loi du 6 juillet 1994, est complété ...".

Le texte néerlandais de l'alinéa, en projet, devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

#### Article 32.

.../...

Le texte néerlandais de l'article 195, 1°, in fine, en projet, devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 33.

Pour faciliter la lisibilité de la disposition en projet, il est suggéré de rédiger la phrase liminaire comme suit :

"Art. .... Dans la partie "51 - DETTE PUBLIQUE" du tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, modifié par les lois des 6 août et 24 décembre 1993, le 3° est remplacé par ...".

Article 59.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Observation finale.

Le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte de l'observation finale qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

-----

Table de concordance.

| Art. de l'avant-projet actuel | Art. de l'avant-projet initial |
|-------------------------------|--------------------------------|
| 1                             | 44                             |
| 2                             | 45                             |
| 3                             | 46                             |
| 4                             | nouveau (1)                    |
| 5                             | 55                             |
| 6                             | 56                             |
| 7                             | 57                             |
| 8                             | 58                             |
| 9                             | 59                             |
| 10                            | nouveau (2)                    |
| 11                            | 62                             |
| 12                            | 63                             |
| 13                            | 69                             |
| 14                            | 86                             |
| 15                            | 87                             |
| 16                            | 88                             |

---

(1) Article pour lequel il n'y a pas d'avis précédent du Conseil d'Etat.

(2) Article pour lequel il n'y a pas d'avis précédent du Conseil d'Etat.

.../...

| Art. de l'avant-projet actuel | Art. de l'avant-projet initial |
|-------------------------------|--------------------------------|
| 17                            | 89                             |
| 18                            | 90                             |
| 19                            | 91                             |
| 20                            | 37                             |
| 21                            | nouveau (3)                    |
| 22                            | 38                             |
| 23                            | nouveau (4)                    |
| 24                            | 39                             |
| 25                            | 40                             |
| 26                            | nouveau (5)                    |
| 27                            | nouveau (6)                    |
| 28                            | 8                              |
| 29                            | nouveau (7)                    |
| 30                            | nouveau (8)                    |

(3) Article pour lequel il n'y a pas d'avis précédent du Conseil d'Etat.

(4) Article pour lequel il n'y a pas d'avis précédent du Conseil d'Etat.

(5) Cet article a déjà fait l'objet d'un avis du Conseil d'Etat le 20 mai 1994 (L. 23.349/2).

(6) Cet article a déjà fait l'objet d'un avis du Conseil d'Etat le 18 juillet 1994 (L. 23.594/2).

(7) Article pour lequel il n'y a pas d'avis précédent du Conseil d'Etat.

(8) Article pour lequel il n'y a pas d'avis précédent du Conseil d'Etat.

.../...

| Art. de l'avant-projet actuel | Art. de l'avant-projet initial |
|-------------------------------|--------------------------------|
| 31                            | 61                             |
| 32                            | 15                             |
| 33                            | nouveau (9)                    |
| 34                            | 3                              |
| 35                            | 4                              |
| 36                            | 5                              |
| 37                            | 7                              |
| 38, 1°, 2° et 4°              | 17                             |
| 38, 3°                        | nouveau (10)                   |
| 39                            | 18                             |
| 40                            | 19                             |
| 41                            | 20                             |
| 42                            | 21                             |
| 43                            | 34                             |
| 44                            | 1                              |
| 45                            | 2                              |

---

(9) Article pour lequel il n'y a pas d'avis précédent du Conseil d'Etat.

(10) Article pour lequel il n'y a pas d'avis précédent du Conseil d'Etat.

.../...

| Art. de l'avant-projet actuel | Art. de l'avant-projet initial |
|-------------------------------|--------------------------------|
| 46                            | 71                             |
| 47                            | 72                             |
| 48                            | 73                             |
| 49                            | 74                             |
| 50                            | 75                             |
| 51                            | 76                             |
| 52                            | 77                             |
| 53                            | 78                             |
| 54                            | 79                             |
| 55                            | 80                             |
| 56                            | 81                             |
| 57                            | 82                             |
| 58                            | 83                             |
| 59                            | 84                             |
| 60                            | 85                             |

-----

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden.

In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"L'avant-projet soumis une première fois le 9 août 1994 au Conseil d'Etat lequel a rendu un avis le 28 octobre 1994, a été complété par de nouvelles dispositions faisant l'objet des articles 4, 10, 21, 23, 27, 29, 30, 33 et 38, 3°.

Par ailleurs, il est prévu que l'article 4 précité entre en vigueur le 1er janvier 1995".

\*

\*

\*

#### Voorafgaande opmerkingen.

1. Over de artikelen 1 tot 3, 5 tot 9, 11 tot 20, 22, 24, 25, 28, 31, 32, 34 tot 38, 1°, 2°, 4°, en 39 tot 60 van het voorontwerp van wet heeft de Raad van State reeds een advies gegeven op 28 september - 3 oktober 1994 (L. 23.680/2).

Het is de Raad van State niet geoorloofd om over die teksten een tweede keer een advies te geven, aangezien hij bij de eerste adviesaanvraag de hem door de wet opgedragen

.../...

bevoegdheid tot het uiterste heeft gebezigd en aangezien toen die teksten gewijzigd zijn, zulks blijkbaar alleen is geschied om rekening te houden met zijn advies.

De Raad van State heeft dan ook geoordeeld dat hij geen nieuw advies diende te geven over de bepalingen die aangepast zijn aan zijn vorige advies.

Opdat de Wetgevende Kamers zo volledig mogelijk ingelicht zijn, is bij dit advies het advies gevoegd dat onder nr. L. 23.680/2 is gegeven, met weggelating van alleen die overwegingen die betrekking hadden op artikelen die in het huidige ontwerp niet zijn overgenomen. In een zelfde streven naar leesbaarheid van de beide adviezen, advies L. 23.680/2 en dit advies, heeft de Raad van State geoordeeld dat infra in een concordantietabel diende te worden weergegeven hoe de nummering van de bepalingen van het oorspronkelijk voorontwerp en die van de nu onderzochte bepalingen overeenstemmen, een tabel die op verzoek van de Raad van State door het overheidsbestuur is opgesteld.

2. Hoewel sommige ontworpen bepalingen de ontvangsten of uitgaven van de Staat kunnen beïnvloeden, blijkt niet uit het aan de Raad van State voorgelegde dossier dat ze om advies aan de inspectie van financiën en ter fine van goedkeuring aan de minister van Begroting zijn voorgelegd.

.../...

De volgende opmerkingen worden gemaakt onder voorbehoud dat aan die vormvereisten wordt voldaan.

Onderzoek van het ontwerp.

Bepalend gedeelte.

Artikelen 4 en 10.

De opheffing van artikel 206, § 1, tweede lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, waarin voorzien wordt door artikel 4 van het ontwerp, zal "van toepassing (zijn) voor de beroepsverliezen geleden vanaf 1 januari 1995".

Doordat de gevolgen welke die opheffingsmaatregel in de tijd heeft blijkbaar zonder duidelijk aanwijsbare reden verbonden worden aan een bepaalde kalenderdag en niet aan een aanslagjaar, dreigen moeilijkheden te ontstaan voor de toepassing ervan, zoals blijkt uit de tabel die op verzoek van de Raad van State door de gemachtigde van de minister is opgesteld.

.../...

| Belastbare periode<br>(verlies) | Aanslagjaar | Gevolg van de maatregel                                                                                                                                        |                                                                                      |
|---------------------------------|-------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|
|                                 |             | art. 4 van<br>toepassing op de<br>vanaf 1.1.95<br>geleden verliezen                                                                                            | art. 4 van<br>toepassing op de<br>vanaf het<br>aanslagjaar 1996<br>geleden verliezen |
| 1) 1/9/93 -<br>30/11/94         | 1994        | beperkt aftrekbaar<br>(art. 206, § 1,<br>2e lid)                                                                                                               | beperkt aftrekbaar                                                                   |
| 2) 1/1/94 -<br>31/12/94         | 1995        | beperkt aftrekbaar                                                                                                                                             | beperkt aftrekbaar                                                                   |
| 3) 1/7/94 -<br>30/6/95          | 1995        | het van 1.7.94 tot<br>31.12.94 geleden<br>verlies : beperkt<br>aftrekbaar; het<br>van 1.1.95 tot<br>30.6.95 geleden<br>verlies : onbeperkt<br>aftrekbaar       | beperkt aftrekbaar                                                                   |
| 4) 1/9/94 -<br>30/11/95         | 1995        | het van 1.9.94 tot<br>31.12.94 geleden<br>verlies : beperkt<br>aftrekbaar; het<br>van 1.1.95 tot<br>30.11.95 geleden<br>verlies :<br>onbeperkt aftrek-<br>baar | beperkt aftrekbaar                                                                   |

|                         |      |                                                                                                                                                                   |                         |
|-------------------------|------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|
| 5) 1/9/94 -<br>31/12/95 | 1996 | het van 1.9.94 tot<br>31.12.94 geleden<br>ver-lies : beperkt<br>aftrek-baar; het<br>van 1.1.95 tot<br>31.12.95 geleden<br>ver-lies :<br>onbeperkt aftrek-<br>baar | onbeperkt<br>aftrekbaar |
| 6) 1/1/95 -<br>31/12/95 | 1996 | onbeperkt<br>aftrekbaar                                                                                                                                           | onbeperkt<br>aftrekbaar |
| 7) 1/7/95 -<br>30/6/96  | 1996 | onbeperkt<br>aftrekbaar                                                                                                                                           | onbeperkt<br>aftrekbaar |

Onder voorbehoud van de voorgaande opmerking schrijve men in artikel 10 van het ontwerp : "... is van toepassing op ...".

### Artikelen 21 en 23.

1. Op verzoek van de eerste auditeurrapporteur heeft het overheidsbestuur de draagwijdte van die twee bepalingen in de volgende bewoordingen beschreven :

"A l'origine, la Caisse d'amortissement avait pour fonction de permettre l'étalement harmonieux de l'amortissement de l'emprunt sur toute sa durée de vie (la stabilité budgétaire des paiements d'intérêt et des charges d'amortissement étant assurée par l'annuité constante). Le raccourcissement des durées d'emprunt et l'abandon des mécanismes automatiques d'amortissement (rachats complétés par des tirages au sort) ont rendu son action plus erratique jusqu'à ces derniers temps, compte tenu du fait que des règles strictes régissaient son action sur les titres classiques (fixation par le ministre des Finances des cours limites autorisant son intervention). Les rachats effectués par la Caisse impliquent en outre le retrait des titres (au porteur ou inscriptions nominatives) de la circulation, avec destruction des titres physiques. Il fallait donc autoriser la Caisse à agir également sur les marchés de titres dématérialisés avec élimination définitive de ces titres car demain, elle deviendra un outil essentiel de la gestion de la dette publique en matière d'obligations linéaires. Par une politique active de rachats en bourse ou hors-bourse, la Caisse permettra au Trésor de lisser l'échéancier de la dette publique et d'intervenir dans le meilleur intérêt des finances publiques en agissant sur les marchés de titres dématérialisés, au meilleur moment. Le Trésor pourra en effet refinancer ces rachats d'OLO avec échéance lors d'années surchargées par l'émission de lignes nouvelles à échéances diverses, évitant ainsi des refinancements tellement importants qu'ils pèsent inévitablement sur les taux d'intérêt".

.../...

2. Aangezien artikel 1bis een nieuwe bepaling is, is het vast en zeker niet gewijzigd. In de inleidende zin mag dan ook geen gewag worden gemaakt van een niet-bestaande wijziging.

Men schrijve :

"Art. .... In dezelfde wet wordt een artikel 1bis ingevoegd, luidende :".

#### Artikel 29.

Op het verzoek om nader in te gaan op de strekking van de wijziging van artikel 39 van de wet van 4 december 1990, opdat kan worden nagegaan of er geen sprake is van discriminatie waarvan de eigen onderdanen het slachtoffer zouden zijn, heeft de gemachtigde van de minister de volgende uitleg verstrekt.

##### "1. Préliminaire.

D'un point de vue général, j'attire votre attention sur le fait que le droit communautaire n'interdit pas à un Etat membre de prendre des mesures de transposition de droit communautaire, plus sévères à l'égard de ses propres nationaux (règles d'harmonisation minimale).

##### 2. Modification de l'article 39 de la loi du 4 décembre 1990.

2.1. L'objectif poursuivi consiste à se conformer aux exigences de la directive 89/48/CEE, du 21 décembre 1988 relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de

.../...

trois ans, laquelle a été complétée par la directive 92/5/CEE du Conseil du 18 juin 1992 relative à un deuxième système général de reconnaissance des formations professionnelles.

La directive aurait dû être transposée pour le 4 janvier 1991.

2.2. Le projet de loi vise à ne pas soumettre les candidats agents de change disposant d'une qualification rencontrant les exigences de la directive (études et expérience), au régime actuellement mis en place par l'article 39 de la loi du 4 décembre 1990 et par les articles 18 et suivants de l'arrêté royal du 18 janvier 1991 fixant le règlement de la bourse de Bruxelles. L'article 39, modifié par l'article 90 de la loi du 28 juillet 1992 impose notamment la réussite d'un examen scientifique dont le règlement de la Bourse (le Roi) impose le contenu et règle l'organisation.

Les candidats agent de change voulant exercer en Belgique, en ce compris les belges, satisfaisant aux exigences prévues dans la directive 89/48/CEE, seront donc soumis pour l'obtention du titre, au régime et aux exigences de ladite directive. Ce régime sera inscrit dans un arrêté royal modifiant les règlements des bourses de Bruxelles et d'Anvers. Le projet de loi n'introduira donc aucune discrimination sur base de la nationalité mais permettra de mettre en place deux régimes applicables selon que les candidats invoquent ou non les qualifications obtenues dans un autre Etat membre sur base de la directive".

Punt 1 van het aangehaalde antwoord is niet relevant, daar de vraag die bij de Raad van State opkomt niet te maken heeft met een eventuele toekomstige afkeuring door het Hof van Justitie van de Europese Unie, maar wel met een optreden van de interne rechtscolleges en in het bijzonder van het Arbitragehof alsook, in voorkomend geval, als het beursreglementen betreft, van de Raad van State, afdeling administratie.

.../...

Op grond van de verschafte inlichtingen en bij gebrek aan kennis van de voorgenomen wijzigingen van de reglementen van de beurzen van Brussel en Antwerpen, evenmin als van de data van inwerkingtreding van de nieuwe bepalingen, is niet kunnen worden nagegaan of er al dan niet discriminatie bestaat in de zin van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, die om de zoëven aangehaalde reden de relevante bepalingen zijn.

#### Artikel 30.

De inleidende volzin moet als volgt worden geredigeerd :

"Art. .... Artikel 119ter van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 5 augustus 1992 en gewijzigd bij de wet van 6 juli 1994, wordt aangevuld ...".

In het ontworpen lid schrijve men :

"Als schuldvorderingen ... deze wet, dan verkrijgt deze instelling ... verzekeringsovereenkomsten die aan de ... waren verleend ...".

#### Artikel 32.

In het ontworpen artikel 195, 1<sup>o</sup>, schrijve men, in fine : "alsook de regelgeving en de controle die op hen toepasselijk zijn;".

.../...

Artikel 33.

Ter wille van de leesbaarheid van de ontworpen bepaling, wordt voorgesteld de inleidende volzin als volgt te redigeren :

"Art. .... In deel "51 - RIJKSSCHULD" van de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen, gewijzigd bij de wetten van 6 augustus en 24 december 1993, wordt 3º vervangen als volgt :".

Artikel 59.

In het eerste lid schrijve men : "... met inachtneming van ...".

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van sommige bepalingen van het ontwerp is voor verbetering vatbaar. Bij wijze van voorbeeld worden in dit advies enige tekstvoorstellen gedaan.

-----

Concordantietabel.

| Art. van het huidige voorontwerp | Art. van het oorspronkelijke voorontwerp |
|----------------------------------|------------------------------------------|
| 1                                | 44                                       |
| 2                                | 45                                       |
| 3                                | 46                                       |
| 4                                | nieuw (11)                               |
| 5                                | 55                                       |
| 6                                | 56                                       |
| 7                                | 57                                       |
| 8                                | 58                                       |
| 9                                | 59                                       |
| 10                               | nieuw (12)                               |
| 11                               | 62                                       |
| 12                               | 63                                       |
| 13                               | 69                                       |
| 14                               | 86                                       |
| 15                               | 87                                       |
| 16                               | 88                                       |

---

(<sup>1</sup> Een artikel waarvoor geen vorig advies van de Raad van State bestaat. <sup>1</sup>)

(<sup>1</sup> Een artikel waarvoor geen vorig advies van de Raad van State bestaat. <sup>2</sup>)

| Art. van het huidige voorontwerp | Art. van het oorspronkelijke voorontwerp |
|----------------------------------|------------------------------------------|
| 17                               | 89                                       |
| 18                               | 90                                       |
| 19                               | 91                                       |
| 20                               | 37                                       |
| 21                               | nieuw (13)                               |
| 22                               | 38                                       |
| 23                               | nieuw (14)                               |
| 24                               | 39                                       |
| 25                               | 40                                       |
| 26                               | nieuw (15)                               |
| 27                               | nieuw (16)                               |
| 28                               | 8                                        |
| 29                               | nieuw (17)                               |

(<sup>1</sup> Een artikel waarvoor geen vorig advies van de Raad van <sup>3</sup> State bestaat.)

(<sup>1</sup> Een artikel waarvoor geen vorig advies van de Raad van State bestaat. <sup>4</sup>)

( Over dit artikel heeft de Raad van State reeds een advies uitgebracht op 20 mei 1994 (L. 23.349/2). )

( Over dit artikel heeft de Raad van State reeds een advies uitgebracht op 18 juli 1994 (L. 23.594/2). )

..... / .....

| Art. van het huidige voorontwerp                      | Art. van het oorspronkelijke voorontwerp |
|-------------------------------------------------------|------------------------------------------|
| 30                                                    | nieuw (18)                               |
| 31                                                    | 61                                       |
| 32                                                    | 15                                       |
| 33                                                    | nieuw (19)                               |
| 34                                                    | 3                                        |
| 35                                                    | 4                                        |
| 36                                                    | 5                                        |
| 37                                                    | 7                                        |
| 38, 1 <sup>o</sup> , 2 <sup>o</sup> en 4 <sup>o</sup> | 17                                       |
| 38, 3 <sup>o</sup>                                    | nieuw (20)                               |
| 39                                                    | 18                                       |
| 40                                                    | 19                                       |
| 41                                                    | 20                                       |
| 42                                                    | 21                                       |

( <sup>1</sup> <sup>7</sup> )  
 Een artikel waarvoor geen vorig advies van de Raad van State bestaat.

( <sup>1</sup> <sup>8</sup> )  
 Een artikel waarvoor geen vorig advies van de Raad van State bestaat.

( <sup>1</sup> <sup>9</sup> )  
 Een artikel waarvoor geen vorig advies van de Raad van State bestaat.

( <sup>2</sup> <sup>0</sup> )  
 Een artikel waarvoor geen vorig advies van de Raad van State bestaat.

| Art. van het huidige voorontwerp | Art. van het oorspronkelijke voorontwerp |
|----------------------------------|------------------------------------------|
| 43                               | 34                                       |
| 44                               | 1                                        |
| 45                               | 2                                        |
| 46                               | 71                                       |
| 47                               | 72                                       |
| 48                               | 73                                       |
| 49                               | 74                                       |
| 50                               | 75                                       |
| 51                               | 76                                       |
| 52                               | 77                                       |
| 53                               | 78                                       |
| 54                               | 79                                       |
| 55                               | 80                                       |
| 56                               | 81                                       |
| 57                               | 82                                       |
| 58                               | 83                                       |
| 59                               | 84                                       |
| 60                               | 85                                       |

-----

La chambre était composée de :

De kamer was samengesteld uit :

Messieurs  
de Heren

P. TAPIE,

premier président,  
eerste voorzitter,

Y. BOUCQUEY,  
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,  
staatsraden,

Madame  
Mevrouw

J. GIELISSEN,

greffier,  
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme C. DEBROUX, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en t o e g e l i c h t d o o r Mevr. C. DEBROUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

P. TAPIE.

**AVIS DU CONSEIL D'ETAT.**

---

**Extraits.**

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 9 août 1994, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant des dispositions fiscales et financières" et, en ayant délibéré en ses séances des 19 septembre, 26 septembre, 28 septembre et 3 octobre 1994, a donné les 28 septembre (articles 41 à 91) et 3 octobre 1994 (articles 1er à 40) l'avis suivant :

**Art 2.**

Dans le texte français de cet article, le mot "bonification" doit être précédé de l'article "la".

**Art. 3.**

Il convient de modifier l'article 4, alinéa 3, de la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire, lui-même, et non l'article 30 de la loi du 6 août 1993 relative aux opérations sur certaines valeurs mobilières qui l'a complété.

.../...

Dès lors, la disposition n'a pas sa place dans un chapitre consacré aux modifications apportées aux dispositions de cette dernière loi (voir observation finale).

D'autre part, la disposition en projet serait mieux rédigée comme suit :

"Art. .... Dans l'article 4, alinéa 3, de la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire, le 2° est remplacé par la disposition suivante :

"2° arrêter des règles spécifiques relatives au maintien en compte s'imposant à l'établissement qui tient des comptes en relation avec la gestion d'un système de compensation de titres, et qui sont relatives au maintien en compte de titres auprès d'un autre établissement semblable, afin de faciliter le transfert de titres entre ces systèmes de compensation de titres;"".

#### Art. 4 à 6.

Ces articles tendent à la modification des phrases liminaires de deux dispositions modificatives; celles-ci insèrent par erreur des dispositions nouvelles dans la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, alors qu'elles devaient l'être dans la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire.

.../...

La manière adéquate de remédier à cette erreur n'est pas d'amender les phrases liminaires erronées des dispositions modificatives, en faisant produire à ces amendements leurs effets le jour de l'entrée en vigueur desdites modifications, mais plus simplement de déplacer les dispositions de la loi dans laquelle elles ont été insérées par erreur, pour les intégrer dans celle où elles auraient dû l'être dès l'origine.

Les dispositions en projet aux articles 4 et 5 doivent être rédigées comme suit :

"Art. ... . Les alinéas 7 et 8 de l'article 10 de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, insérés par la loi du 6 août 1993, forment les alinéas 2 et 3 de l'article 10 de la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire.

Art. ... . L'article 12bis de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, inséré par la loi du 6 août 1993, forme l'article 12bis de la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire".

Les articles dont le texte est ainsi proposé ne sont pas numérotés, puisque ayant pour objet de compléter la loi précitée du 2 janvier 1991, ils doivent figurer dans le chapitre VIII du projet, qui y est consacré, et où ils précéderont directement l'article 35 du projet.

.../...

Le déplacement de dispositions d'une loi dans une autre est une opération matérielle qui n'emporte par elle-même aucun effet juridique.

En ce qui concerne l'article 6, la rétroactivité qu'il prévoit est donc ici dépourvue d'objet. Dès lors, la disposition doit être adaptée en ce sens.

#### Art. 7.

Il convient, tant dans cet article que dans l'intitulé du chapitre II, de désigner la loi du 17 juin 1991 en utilisant le nouvel intitulé que lui donne l'article 1er de l'arrêté royal du 29 septembre 1993 qui modifie cette loi.

Dès lors, on écrira "la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé".

#### Art. 8.

Le texte néerlandais de l'article 5, § 1er, alinéa 1er, première phrase, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Invité à préciser le sens de la seconde phrase de l'alinéa en projet, et plus particulièrement invité à

.../...

indiquer si les dispositions de la loi du 4 décembre 1990 réglant l'inscription à la cote d'une bourse de valeurs mobilières, et spécialement l'article 32, seraient applicables à l'inscription des valeurs visées à l'article 1er, § 1er, 5°, de cette loi, le délégué du ministre a fourni les précisions suivantes :

"Les articles 31, 33 et 34 de la loi du 4 décembre 1990 sont applicables.

L'objectif de la dernière phrase de l'article 8 est de déroger à l'article 32 (21) de la loi du 4 décembre 1990 dans le sens suivant : les valeurs mobilières visées à l'article 1er, § 1er, 5°, pour lesquelles d'autres marchés ont été créés ou organisés en exécution de l'article 67 peuvent, uniquement à la demande des organismes chargés de l'administration de ces marchés, être inscrites à la cote. La Commission de la bourse ne pourra donc pas les inscrire d'office ou à la seule demande de l'émetteur.

Afin de rendre le texte plus clair, il pourrait être rédigé comme suit :

"En dérogation à l'article 32, ces dernières valeurs mobilières ne peuvent être inscrites à la cote d'une bourse de valeurs mobilières qu'à la demande des organismes chargés de l'administration de ces marchés et après que l'avis de l'émetteur sur cette inscription ait été préalablement demandé".

Compte tenu de ces explications, la rédaction suivante est suggérée :

---

(<sup>2</sup> L'article 32 dispose comme suit : <sup>1</sup>)

"Une valeur mobilière ne peut être inscrite à la cote par la Commission de la bourse qu'à la demande de l'émetteur ou qu'après que son avis sur l'inscription à la cote ait été préalablement demandé."

.../...

"Ces dernières ne peuvent, par dérogation à l'article 32, être inscrites à la cote d'une bourse de valeurs mobilières qu'à la demande des organismes chargés d'administrer ces autres marchés, après que l'avis de l'émetteur sur cette inscription a été recueilli".

2. Aucun élément du dispositif ne permet d'inférer l'affirmation, exprimée dans le commentaire réservé à l'article 8 dans l'exposé des motifs, que

"C'est dès lors au moment où le Roi décide d'assimiler une valeur d'un nouveau type à une valeur mobilière qu'il conviendra d'apprécier s'il est nécessaire ou non de créer ou d'organiser pour cette valeur mobilière un marché ad hoc".

Le délégué du ministre nuance ainsi le sens de cette affirmation :

"Au moment où le Roi décide d'assimiler une valeur d'un nouveau type à une valeur mobilière, Il devra examiner s'il est nécessaire ou non de créer ou d'organiser un marché ad hoc. En effet, le fait d'assimiler une valeur à une valeur mobilière impliquera automatiquement que celle-ci est susceptible d'être cotée en bourse, sauf si un marché ad hoc est créé ou organisé pour cette valeur mobilière. Rien n'empêche pourtant que le Roi, ayant apprécié à ce moment qu'un marché ad hoc n'était pas nécessaire, décide ultérieurement que la création ou l'organisation d'un pareil marché s'impose. L'exposé des motifs pourrait être précisé dans ce sens".

Il convient de compléter non seulement l'exposé des motifs, mais également le dispositif.

.../...

**Art. 15.**

1. La fin de la première phrase de l'alinéa 2 en projet doit se lire "pour l'exercice des activités visées à l'article 194, alinéa 2".

2. Invité à expliquer, exemple à l'appui, ce qu'il convient d'entendre, pour l'application de l'alinéa 4 en projet, par "personnes qui détiennent (...) indirectement dans le capital de la société une participation, conférant le droit de vote ou non, de cinq pour cent au moins", le délégué du ministre a répondu :

"Supposons que dans votre exemple la société interposée possède une participation de 5 %. Dans ce cas, bien qu'à première vue il n'existe pas de participation indirecte (20 % des 5 % précités n'équivalent qu'à 1 %), il n'est pas exclu que le détenteur de cette participation de 5 % possède de fait la majorité des voix dans la société interposée (par exemple, vu la grande dispersion des autres actions dans le public). Cette situation peut être constatée lors du vote à l'assemblée générale. Elle est également visée par l'alinéa 4.

Par "participations indirectes", l'on ne vise que les participations à l'intermédiaire d'une ou de plusieurs filiales ou sous-filiales".

Il faudrait, pour déterminer si l'on a affaire à une participation indirecte d'une personne morale, apprécier dans quelle mesure les votes de la personne concernée sont en mesure de déterminer les décisions de l'assemblée générale de la société dont l'interposition est présumée.

.../...

Si l'on peut éventuellement admettre que la détention de participations dans la société considérée comme interposée, en nombre tel qu'elles confèrent une majorité de fait à leur détenteur, puisse constituer un critère décisif, on comprend cependant mal comment on peut encore le tenir pour tel à la lecture du texte en projet, dès lors qu'il regarde comme indifférent que la société interposée soit elle-même titulaire ou non d'une participation lui assurant une majorité, voire même, plus simplement, un quelconque droit de vote.

Sur ce point, le texte doit être revu.

3. Invité à préciser la portée des trois derniers alinéas de l'article en projet, le délégué du ministre a communiqué les informations suivantes :

"Alinéa 5. Les personnes dont question à l'alinéa 3 sont visées par l'alinéa 5. Toutefois, il ne semble pas nécessaire de les mentionner expressément, étant donné que l'alinéa 3 dit clairement que les conditions précitées (il s'agit des conditions que le Roi peut déterminer en vertu de l'alinéa 1er, ainsi que des conditions mentionnées à l'alinéa 2) sont applicables à ces personnes.

Par contre, les personnes visées à l'alinéa 4 ne sont pas visées par l'alinéa 5. Le refus de l'enregistrement de la société au cas où les actionnaires ne répondent pas aux conditions, découle de l'alinéa 4 lui-même. Toutefois, afin d'être complet, il y a lieu de commencer l'alinéa 4 par les mots : "L'enregistrement de la société est refusé, révoqué ou suspendu si ...".

.../...

Les conditions légales sont celles mentionnées à l'alinéa 2, ainsi que celles découlant des dispositions de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux.

Les autres conditions sont uniquement celles que le Roi détermine en exécution de l'alinéa 1er.

Alinéas 6 et 7. C'est la Commission bancaire et financière qui sera chargée de l'enregistrement et du contrôle des bureaux de change. C'est également elle qui déclarera sa décision exécutoire nonobstant recours. Il n'est pas possible d'énumérer les motifs graves qui peuvent l'amener à faire cette déclaration, mais elle devra les apprécier cas par cas".

4. Selon le nouvel article 195, alinéa 6, de la loi du 4 décembre 1990 en projet, le Roi règle la procédure d'enregistrement des personnes qui font le commerce des monnaies étrangères, ainsi que celle de la suspension et de la révocation de l'enregistrement.

Le Roi règle, en outre, le recours ouvert contre le refus d'enregistrement, contre une suspension ou une révocation de celui-ci. Il s'agit en l'occurrence de décisions rendues par une autorité administrative subordonnée au ministre des Finances.

Le recours contre une révocation porté devant le ministre des Finances est suspensif sauf si la décision est déclarée exécutoire nonobstant recours.

Le texte ne dit pas qui déclare la décision exécutoire en cette éventualité, mais il semble bien que

.../...

c'est l'autorité administrative subordonnée et non le ministre des Finances.

La mise à exécution d'une décision administrative pendant le temps où le ministre des Finances procédera à l'examen du dossier est de nature à provoquer des dommages graves et difficilement réparables tant sur le plan de la notoriété de la personne ou de la société visée que sur celui des charges d'exploitation telles que rémunération du personnel, loyers, abonnements divers.

La section d'administration du Conseil d'Etat ne pourrait être valablement saisie pour obtenir par référé la suspension de la décision administrative, car pareille demande présuppose l'introduction d'une requête en annulation, laquelle est impossible aussi longtemps que le ministre des Finances n'a pas rendu sa décision.

Selon la Cour d'arbitrage (22), lorsque le législateur a estimé qu'il est souhaitable de prévoir la possibilité d'une demande de suspension des actes administratifs, il ne peut refuser cette demande à certaines catégories de sujet de droit s'il n'existe pour se faire une justification raisonnable.

Hormis le cas où une infraction pénale commise au sein d'une société de change entraînerait une fermeture de l'établissement par décision des autorités judiciaires, le projet ne développe pas les motifs qui justifieraient, dans

---

(<sup>2</sup> Arrêt n° 61/94 du 14 juillet 1994, <sup>2</sup> Moniteur belge 9 août 1994, p. 20.160.)

certain cas, la privation par une décision administrative prise au détriment de l'exploitant, d'un recours juridictionnel permettant d'obtenir, s'il échet, la suspension de l'exécution d'une décision administrative de fermeture.

Le remède à ces inconvénients pourrait résider dans l'octroi au ministre des Finances, et non plus à l'autorité subordonnée, du pouvoir de décider par mesure de sûreté et dans les cas graves, la suspension de l'enregistrement pendant le temps nécessaire à l'examen au fond de la décision de révocation de l'enregistrement.

Si l'on envisage le projet de cette façon, un recours en suspension devant le Conseil d'Etat serait possible contre la décision du ministre des Finances.

#### Art. 21.

Dans la phrase introductive de l'article 5, § 2, alinéa 2, les mots "en annexe" peuvent être omis.

#### Art. 37.

Il faut écrire dans la phrase liminaire : "... de la dette publique, modifié par la loi du 28 juillet 1992 ...".

.../...

**Art. 38.**

Dans l'article 5, alinéa 3, en projet, il convient de remplacer les tirets par les subdivisions 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

**Art. 44.**

Afin d'éviter toute discordance avec la terminologie utilisée par la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, il est suggéré de rédiger l'article 126<sup>1</sup>, 15<sup>o</sup>, en projet comme suit :

"15<sup>o</sup> les prêts de valeurs mobilières".

L'observation vaut également pour l'article 139bis, 5<sup>o</sup>, en projet (article 46 du projet).

**Art. 46.**

Encore que le commentaire de l'article ne le fasse pas apparaître clairement, il résulte de l'exemption prévue par l'article 139bis, 5<sup>o</sup>, en projet, que le report indirect est désormais la seule opération de reports sur valeurs mobilières qui, conformément à l'article 138 du Code des taxes assimilées au timbre, soit encore taxable, soit dans le chef de la personne qui se fait reporter (en cas de spéculation à la hausse), soit dans le chef de la personne qui se fait prendre en report (en cas de spéculation à la baisse).

.../...

Si cette interprétation est conforme à la volonté de l'auteur du projet, il convient de compléter l'exposé des motifs à cet égard.

Art. 57.

1. Afin de simplifier la rédaction inutilement lourde et compliquée de l'article 265, 1<sup>o</sup>, en projet, il est proposé de rédiger cette disposition comme suit :

"1<sup>o</sup> à l'Etat, en raison des placements à court terme effectués en vue de faire face aux déficits ... (la suite comme au projet)".

2. Comme le fonds de placement en créances ne jouit pas d'une personnalité juridique propre, il serait préférable de rédiger l'article 265, 2<sup>o</sup>, en projet comme suit :

"2<sup>o</sup> aux sociétés visées à l'article 261, 3<sup>o</sup>, en raison des créances relevant des fonds de placement dont elles assurent la gestion".

Art. 58.

Plutôt que de procéder à l'insertion de mots dans la phrase introductive de l'article 266, alinéa 1er, du Code des impôts sur les revenus 1992, mieux vaut reproduire tout l'alinéa à modifier en rédigeant l'article 58 comme suit :

.../...

"Art. .... L'article 266, alinéa 1er, du même code est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 266. Le Roi peut ... (la suite comme à l'article 266, alinéa 1er, du code) ... pour autant qu'il s'agisse :

- 1° soit de revenus recueillis par des bénéficiaires qui peuvent être identifiés;
- 2° soit de revenus recueillis par des organismes de placement collectif de droit étranger :
  - a) dont le patrimoine indivis est géré par une société de gestion pour compte des participants;
  - b) et dont les parts ne font pas l'objet d'une émission publique en Belgique et ne sont pas commercialisées en Belgique;
- 3° soit de revenus de titres au porteur ... (la suite comme à l'article 266, alinéa 1er, en y remplaçant toutefois les 1°, 2° et 3° par a), b) et c))".

Art. 69.

L'article 85, alinéa 2, de la loi du 22 juillet 1993 portant des dispositions fiscales et financières fixe au 26 juillet 1993 l'entrée en vigueur de l'article 73 de la même loi lequel a introduit dans le Code des droits de succession un livre IIbis relatif à une taxe annuelle sur les organismes de placement collectif. Pour 1993, tous les

.../...

organismes concernés ont acquitté ce nouvel impôt, mais trois d'entre eux ont depuis lors introduit auprès de l'administration des demandes en restitution. La modification projetée par l'article 69 vise à tenir en échec ces prétentions en avançant de 26 jours la date d'entrée en vigueur de l'article 73 précité de manière à la faire coïncider avec le jour de l'année (1er juillet) auquel il convient de se placer pour déterminer les sociétés assujetties à la taxe annuelle sur les organismes de placement collectif ainsi que le montant de la dette fiscale de chacune d'elles (23).

La disposition, en tant qu'elle s'applique aux revenus de 1993, contrevient au principe suivant lequel le régime fiscal des contribuables doit être définitivement fixé à la date de clôture de la période imposable.

Au surplus, il résulte du commentaire de la loi que des contestations sont actuellement en cours et que le texte n'a d'autre but que d'y mettre fin de manière unilatérale.

En conséquence, la rétroactivité prévue par la disposition en projet n'est pas admissible.

---

(23) Voyez les articles 161, 161bis et 161quater du Code des droits de succession.

**Art. 72.**

1. Le texte néerlandais de la phrase liminaire devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Au 1<sup>o</sup>, il convient d'écrire "fabrication de monnaie nationale" et non "fabrication nationale de monnaie".

L'observation vaut également pour la suite du projet.

3. Comme le 2<sup>o</sup> énumère à titre d'exemples les activités commerciales auxquelles la Monnaie royale de Belgique peut se livrer, il sera impossible de tracer avec précision la frontière entre les activités que ce service est légalement autorisé à exercer et celles qui ne peuvent se prévaloir d'une telle autorisation. De ce fait, la légalité des décisions administratives relatives à la vente de nouveaux produits par la Monnaie royale de Belgique sera fort mal assurée chaque fois que ces produits ne se retrouveront pas dans la liste figurant au 2<sup>o</sup>. En outre, on remarquera qu'en n'énumérant pas limitativement les activités commerciales de la Monnaie royale de Belgique, le 2<sup>o</sup> conduit, en violation du principe de spécialité budgétaire inscrit à l'article 180, alinéa 2, de la Constitution à affecter des recettes de l'Etat à des fins qui, pour partie, sont indéterminées.

.../...

Les activités commerciales visées aux articles 72, 2°, et 73, § 1er, 2°, doivent être définies positivement de manière à permettre d'identifier, avec précision, les activités que la Monnaie peut, dans le respect du principe de légalité, prendre en charge.

Art. 73.

1. Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Il est fait référence à l'observation formulée sous l'article 72.

3. La division de l'article en paragraphes ne se justifie pas, chacun des paragraphes ne comprenant qu'un alinéa.

L'observation vaut également pour l'article 77.

Art. 74.

Selon le délégué du ministre, la seconde phrase de l'article viserait à élargir les pouvoirs des fonctionnaires dirigeant la Monnaie royale de Belgique quant à la conclusion et à l'exécution des marchés publics. Comme un tel résultat peut être atteint en modifiant l'arrêté royal du

.../...

13 décembre 1977 relatif aux délégations de pouvoir en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services, cette seconde phrase paraît dépourvue d'utilité et doit être omise.

Art. 75.

Compte tenu de l'article 71, alinéa 2, du projet, il faut remplacer les mots "cette entreprise d'Etat" par les mots "la Monnaie".

Art. 76.

Les mots "existant ... le 31 décembre 1994" se concilient mal avec le pouvoir laissé au Roi par l'article 85 de fixer à une autre date l'entrée en vigueur des dispositions du chapitre XX du projet. Afin de rencontrer cette remarque et de faire apparaître avec plus de précision les dettes et créances pour lesquelles la Monnaie royale de Belgique succède au Fonds monétaire, il est proposé de rédiger l'article comme suit :

"Art.... La Monnaie reprend les dettes et les créances visées à l'article 5, alinéas 2 et 3, de la loi du 12 juin 1930 portant création d'un Fonds monétaire, tel qu'il a été modifié par la loi du 21 mai 1973. La valeur nette de ces dettes et créances est prise en considération pour évaluer l'apport effectué par le Fonds monétaire à la Monnaie."

.../...

**Art. 77.**

1. Dans le texte français du paragraphe 1er (devenant l'alinéa 1er), il convient de remplacer les mots "sur proposition" par les mots "sur la proposition".

L'observation vaut également pour l'article 84.

2. Il est suggéré de rassembler les paragraphes 2 et 3 en un seul alinéa rédigé comme suit :

"Le Fonds monétaire fait apport à la Monnaie :

- 1° d'une somme de 50 millions de francs;
- 2° des équipements et des biens mobiliers nécessaires à l'exécution des missions énoncées à l'article 73, § 1er.

La commission de surveillance de la caisse d'amortissement fixe la valeur des biens visés à l'alinéa 2, 2°".

**Art. 78.**

A l'alinéa 2, on écrira : "L'avance donne lieu à une rémunération ...".

.../...

**Art. 79.**

1. Au 4<sup>o</sup>, il est proposé de remplacer les mots "autres que ceux repris à l'article 73, § 1er, 3<sup>o</sup>" par les mots "visés à l'article 73, alinéa 1er, 4<sup>o</sup>".

En outre, le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Au 5<sup>o</sup>, les mots "repris à l'article 73, § 3" pourraient être avantageusement remplacés par les mots "effectuée en vertu de l'article 73, alinéa 3".

**Art. 80.**

L'article doit être amendé de manière à faire apparaître plus clairement :

- a) les critères d'attribution du produit net des émissions;
- b) la procédure d'attribution de ce produit;
- c) les catégories de personnes susceptibles de bénéficier de la distribution du produit net.

.../...

**Art. 81.**

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

**Art. 82.**

La phrase introductive de l'article serait plus aisément compréhensible si elle était rédigée comme suit :

"Art. .... Le bénéfice net de la Monnaie est égal au résultat d'exploitation diminué :".

**Art. 83.**

On omettra les mots "de l'Entreprise d'Etat".

**Art. 84.**

1. Deux (24) des trois destinations que l'article permet d'assigner au bénéfice net de la Monnaie constituent des dérogations au principe selon lequel les recettes de ce service sont affectées à la couverture de ses dépenses. Aussi conviendrait-il de compléter l'article par l'indica-

---

(24) le remboursement au Fonds monétaire de tout ou partie des apports visés à l'article 77 ainsi que l'attribution au même fonds du solde du bénéfice net de la Monnaie royale de Belgique.

tion des critères qui doivent guider le ministre des Finances ainsi que le comité de gestion lorsqu'ils décident du sort à réserver au bénéfice net de la Monnaie.

Il convient aussi de tenir compte des intentions exprimées dans l'exposé des motifs et d'établir par exemple, un ordre de priorités du remboursement des avoirs prévus aux articles 76 et 77.

2. En toute hypothèse, il convient, dans la première phrase de l'article, de remplacer le mot "décide sur" par le mot "détermine".

3. Le texte néerlandais de la seconde phrase devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

#### Art. 86.

1. Conformément à l'usage, la phrase liminaire sera rédigée comme suit :

"Art. .... L'article 3 de la loi du 12 juin 1930 créant un fonds monétaire, abrogé par la loi du 3 mars 1953, est rétabli dans la rédaction suivante :".

2. La division de l'article 3 en projet, en paragraphes ne se justifie pas et on écrira au paragra-

.../...

phe 1er (devenant l'alinéa 1er), "sur la proposition du ministre ...".

3. Le texte néerlandais du paragraphe 2 (devenant l'alinéa 2), en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

#### Art. 87.

1. Conformément à l'usage, la phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"Art. .... L'article 4 de la même loi, modifié par les lois des 23 décembre 1988 et 28 décembre 1990, est remplacé par la disposition suivante :".

2. La division de l'article 4 en projet, en paragraphes ne se justifie pas.

3. Afin d'y faire apparaître non plus seulement une partie, mais l'ensemble des recettes du Fonds monétaire, l'article 4, § 1er (devenant l'alinéa 1er) en projet, doit être complété comme suit :

"7° les revenus des placements effectués en vertu de l'article 6;

.../...

8° les sommes reçues lors du remboursement ou de l'amortissement des titres acquis en vertu de l'article 6;".

Moyennant les adaptations nécessaires, la remarque vaut également pour l'énumération des dépenses du Fonds monétaire figurant au paragraphe 2 (devenant l'alinéa 2) du même article.

4. Dans le texte néerlandais de l'article 4, § 1er (devenant l'alinéa 1er), 2°, en projet, il faudrait écrire : "uit de omloop genomen ...".

5. A l'article 4, § 1er (devenant l'alinéa 1er), 5°, en projet, il convient d'écrire "faits à la Monnaie royale de Belgique" et non "fait à l'entreprise d'Etat."

6. Tel qu'il est actuellement rédigé, l'article 4, alinéa 1er, 2°, de la loi du 12 juin 1930 portant création d'un Fonds monétaire prévoit déjà le versement au fonds qu'il institue, de l'avoir du fonds spécial dont question à l'article 4, § 3, 1°, en projet. Cette dernière disposition ne présente donc encore d'intérêt que dans l'hypothèse (assez improbable) où, contrairement aux prévisions de la loi, le versement de l'avoir du fonds spécial n'aurait jamais eu lieu.

Si le versement a eu lieu, il faut supprimer la disposition.

.../...

7. Les mots "ainsi que le solde disponible au 31 décembre 1994" figurant à l'article 4, § 3 (devenant l'alinéa 3), 2°, en projet, ne rendent qu'imparfaitement compte des intentions des auteurs du projet; aussi est-il proposé de les supprimer et de compléter l'alinéa par la disposition suivante :

"4° le solde que le fonds "70.01 Fonds monétaire" de la section particulière du budget présente le jour de l'entrée en vigueur de l'article 87 de la loi du ... portant des dispositions fiscales et financières".

Art. 88.

Conformément à l'usage, la phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"Art. .... L'article 5 de la même loi, remplacé par la loi du 21 mai 1973, est remplacé par la disposition suivante :".

Art. 89.

1. Conformément à l'usage, la phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"L'article 6 de la même loi, remplacé par la loi du 23 décembre 1988, est remplacé par la disposition suivante :".

.../...

2. Tel qu'il est rédigé, l'article 6, alinéa 2, en projet donne à penser que seule la différence entre les recettes et les dépenses liées à la gestion du portefeuille de titres reviendra au Trésor, alors qu'en réalité c'est l'excédent que présente éventuellement l'ensemble des recettes du Fonds monétaire sur l'ensemble de ses dépenses qui devra recevoir une telle affectation.

Dès lors, l'article 6, alinéa 2, en projet, serait mieux à sa place dans l'article 4 en projet, sous forme d'un alinéa 4 (article 87 du projet).

Art. 90.

Conformément à l'usage, il faut écrire :

"Art. .... Dans l'article 7 de la même loi, modifié par les lois des 2 août 1955 et 23 décembre 1988, les mots ...".

-----

**ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.**

---

**Uittreksels.**

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 9 augustus 1994 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende fiscale en financiële bepalingen", heeft zich daarover beraden ter vergadering van 19 september, 26 september, 28 september en 3 oktober 1994, en op 28 september (artikelen 41 tot 91) en 3 oktober 1994 (artikelen 1 tot 40) het volgend advies gegeven :

**Art. 2.**

In de Franse tekst van dit artikel moet aan het woord "bonification" het lidwoord "la" voorafgaan.

**Art. 3.**

Het eigenlijke artikel 4, derde lid, van de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetair beleidsinstrumentarium moet worden gewijzigd, doch niet artikel 30 van de wet van 6 augustus 1993 betreffende de transacties met bepaalde effecten, dat voornoemd artikel 30 heeft aangevuld.

De bepaling hoort bijgevolg niet in een hoofdstuk dat gewijd is aan de wijzigingen aangebracht in de bepalingen van laatstgenoemde wet (zie slotopmerking).

.../...

Bovendien zou het beter zijn de ontworpen bepaling als volgt te stellen :

"Art. .... In artikel 4, derde lid, van de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetair beleidsinstrumentarium wordt het 2° vervangen als volgt :

"2° bijzondere regels voor het aanhouden op rekening vaststellen, opgelegd aan de instelling die rekeningen bijhoudt in verband met het beheer van een effecten-clearingstelsel, en die betrekking hebben op het aanhouden op rekening van effecten bij een andere soortgelijke instelling, ten einde de overdracht van effecten tussen die effectenclearingstelsels te vergemakkelijken;"

Art. 4 tot 6.

Deze artikelen beogen de inleidende zinnen van twee wijzigingsbepalingen te wijzigen, die bij vergissing nieuwe bepalingen invoeren in de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten; die bepalingen behoren echter te worden ingevoerd in de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetair beleidsinstrumentarium.

Veeleer dan de onjuiste inleidende zinnen van de wijzigingsbepalingen aan te passen door aan die aanpassingen uitwerking te geven op de datum van inwerkingtreding van die

.../...

wijzigingen, zou het eenvoudiger zijn die vergissing recht te zetten door de bepalingen weg te nemen uit de wet waarin ze bij vergissing zijn ingevoegd en ze te verplaatsen naar de wet waarin ze oorspronkelijk hadden moeten zijn opgenomen.

De ontworpen bepalingen in de artikelen 4 en 5 moeten als volgt worden gesteld :

"Art. ... . Het zevende en het achtste lid van artikel 10 van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, ingevoegd bij de wet van 6 augustus 1993, vormen het tweede en het derde lid van artikel 10 van de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetair beleidsinstrumentarium.

"Art. .... Artikel 12bis van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, ingevoegd bij de wet van 6 augustus 1993, vormt artikel 12bis van de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetair beleidsinstrumentarium".

De artikelen waarvoor aldus een tekst wordt voorgesteld worden niet genummerd : aangezien ze ertoe strekken voornoemde wet van 2 januari 1991 aan te vullen, moeten ze voorkomen in hoofdstuk VIII van het ontwerp, dat daaraan is gewijd, en waar ze onmiddellijk vóór artikel 35 van het ontwerp moeten worden opgenomen.

.../...

Het verplaatsen van bepalingen van de ene wet naar de andere is een materiële aangelegenheid die op zich geen enkel rechtsgevolg heeft.

De in artikel 6 voorgeschreven terugwerking wordt derhalve doelloos. Bijgevolg moet de bepaling in die zin worden aangepast.

#### Art. 7.

Zowel in dit artikel als in het opschrift van hoofdstuk II moet de wet van 17 juni 1991 worden vermeld met opgaaf van het nieuwe opschrift dat artikel 1 van het koninklijk besluit van 29 september 1993, dat die wet wijzigt, eraan geeft.

Derhalve schrijve men "de wet van 17 juni 1991 tot organisatie van de openbare kredietsector en van het bezit van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen".

#### Art. 8.

Aan het slot van het ontworpen artikel 5, § 1, eerste lid, eerste volzin, schrijve men : "... ter uitvoering van artikel 67".

De gemachtigde van de minister heeft de volgende toelichtingen verstrekt op de vraag wat de betekenis is van

.../...

de tweede volzin van het ontworpen lid, en inzonderheid of de bepalingen van de wet van 4 december 1990 die de opnemings in de notering van een effectenbeurs regelen, bepaaldelijk artikel 32, toepasselijk zijn op de opnemings van de effecten waarvan sprake is in artikel 1, § 1, 5°, van die wet :

"Les articles 31, 33 et 34 de la loi du 4 décembre 1990 sont applicables.

L'objectif de la dernière phrase de l'article 8 est de déroger à l'article 32 (25) de la loi du 4 décembre 1990 dans le sens suivant : les valeurs mobilières visées à l'article 1er, § 1er, 5°, pour lesquelles d'autres marchés ont été créés ou organisés en exécution de l'article 67 peuvent, uniquement à la demande des organismes chargés de l'administration de ces marchés, être inscrites à la cote. La Commission de la bourse ne pourra donc pas les inscrire d'office ou à la seule demande de l'émetteur.

Afin de rendre le texte plus clair, il pourrait être rédigé comme suit :

"En dérogation à l'article 32, ces dernières valeurs mobilières ne peuvent être inscrites à la cote d'une bourse de valeurs mobilières qu'à la demande des organismes chargés de l'administration de ces marchés et après que l'avis de l'émetteur sur cette inscription ait été préalablement demandé".

Gelet op de toelichtingen wordt de volgende lezing voorgesteld :

( 2 5 )  
Artikel 32 bepaalt :

"Een effect kan door de Beurscommissie slechts in de notering worden opgenomen op verzoek van de emittent of nadat diens advies omtrent de opneming in de notering vooraf is gevraagd".

..... / .....

"Laatstgenoemde effecten mogen in afwijking van artikel 32 alleen in de notering van een effectenbeurs worden opgenomen op verzoek van de instellingen die belast zijn met het bestuur van de andere markten, nadat het advies van de emittent omtrent de opnemng ervan is ingewonnen".

2. Uit geen enkele bepaling in het dispositief kan worden afgeleid dat, zoals te lezen staat in de commentaar op artikel 8 in de memorie van toelichting, het dus

"op het ogenblik (is) dat de Koning beslist een nieuw type waarde gelijk te stellen met een effect dat er dient te worden uitgemaakt of al dan niet voor dit effect een specifieke markt dient te worden op- of ingericht".

De gemachtigde van de minister nuanceert de draagwijdte van die bewering als volgt :

"Au moment où le Roi décide d'assimiler une valeur d'un nouveau type à une valeur mobilière, Il devra examiner s'il est nécessaire ou non de créer ou d'organiser un marché ad hoc. En effet, le fait d'assimiler une valeur à une valeur mobilière impliquera automatiquement que celle-ci est susceptible d'être cotée en bourse, sauf si un marché ad hoc est créé ou organisé pour cette valeur mobilière. Rien n'empêche pourtant que le Roi, ayant apprécié à ce moment qu'un marché ad hoc n'était pas nécessaire, décide ultérieurement que la création ou l'organisation d'un pareil marché s'impose. L'exposé des motifs pourrait être précisé dans ce sens".

Niet alleen de memorie van toelichting, doch ook het dispositief moeten worden aangevuld.

.../...

**Art. 15.**

1. Aan het eind van het ontworpen tweede lid, eerste volzin, leze men "voor de uitoefening van de activiteiten omschreven in artikel 194, tweede lid".

2. Aan de hand van een voorbeeld is de gemachtigde van de minister gevraagd wat voor de toepassing van het ontworpen vierde lid moet worden verstaan onder "personen die (...) onrechtstreeks een al dan niet stemrechtverlenende deelneming hebben van tenminste vijf percent in het kapitaal van de vennootschap". Zijn antwoord luidde :

"Supposons que dans votre exemple la société interposée possède une participation de 5 %. Dans ce cas, bien qu'à première vue il n'existe pas de participation indirecte (20 % des 5 % précités n'équivalent qu'à 1 %), il n'est pas exclu que le détenteur de cette participation de 5 % possède de fait la majorité des voix dans la société interposée (par exemple, vu la grande dispersion des autres actions dans le public). Cette situation peut être constatée lors du vote à l'assemblée générale. Elle est également visée par l'alinéa 4.

Par "participations indirectes", l'on ne vise que les participations à l'intermédiaire d'une ou de plusieurs filiales ou sous-filiales".

Bij de vraag of men te maken heeft met een onrechtstreekse deelneming van een rechtspersoon, moet men nagaan in welke mate het aantal stemmen waarover die rechtspersoon beschikt bepalend kan zijn voor de beslissingen van de algemene vergadering van de vennootschap waarvan vermoed wordt dat ze als tussenpersoon optreedt.

.../...

Eventueel kan worden aanvaard dat het in het bezit houden van zoveel deelnemingen in de vennootschap waarvan beschouwd wordt dat ze als tussenpersoon optreedt, dat ze aan de houder ervan een feitelijke meerderheid bezorgen, een afdoende criterium kan vormen, doch bij de lezing van de ontworpen tekst valt moeilijk te begrijpen dat dit criterium nog als afdoende kan worden beschouwd daar de tekst geen rekening houdt met de omstandigheid dat de als tussenpersoon optredende vennootschap al dan niet houder is van een deelneming die haar een meerderheid, of eenvoudiger nog, enig stemrecht bezorgt.

De tekst moet op dat punt worden herzien.

3. De gemachtigde van de minister is gevraagd de strekking van de laatste drie leden van het ontworpen artikel nader toe te lichten. Daarop heeft hij de volgende inlichtingen verstrekt :

"Alinéa 5. Les personnes dont question à l'alinéa 3 sont visées par l'alinéa 5. Toutefois, il ne semble pas nécessaire de les mentionner expressément, étant donné que l'alinéa 3 dit clairement que les conditions précitées (il s'agit des conditions que le Roi peut déterminer en vertu de l'alinéa 1er, ainsi que des conditions mentionnées à l'alinéa 2) sont applicables à ces personnes.

Par contre, les personnes visées à l'alinéa 4 ne sont pas visées par l'alinéa 5. Le refus de l'enregistrement de la société au cas où les actionnaires ne répondent pas aux conditions, découle de l'alinéa 4 lui-même. Toutefois, afin d'être complet, il y a lieu de commencer l'alinéa 4 par les mots : "L'enregistrement de la société est refusé, révoqué ou suspendu si ...".

.../...

Les conditions légales sont celles mentionnées à l'alinéa 2, ainsi que celles découlant des dispositions de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux.

Les autres conditions sont uniquement celles que le Roi détermine en exécution de l'alinéa 1er.

Alinéas 6 et 7. C'est la Commission bancaire et financière qui sera chargée de l'enregistrement et du contrôle des bureaux de change. C'est également elle qui déclarera sa décision exécutoire nonobstant recours. Il n'est pas possible d'énumérer les motifs graves qui peuvent l'amener à faire cette déclaration, mais elle devra les apprécier cas par cas".

4. Volgens het nieuwe ontworpen artikel 195, zesde lid, van de wet van 4 december 1990 regelt de Koning de procedure van registratie van de personen die deviezen verhandelen, alsook de procedure van schorsing en van herroeping van de registratie.

Voorts regelt de Koning het beroep dat wordt ingesteld tegen de weigering tot registratie, en tegen de schorsing of de herroeping ervan. Het betreft in het onderhavige geval beslissingen die zijn gewezen door een administratieve overheid die onder het gezag van de Minister van Financiën staat.

Het vóór de Minister van Financiën gebrachte beroep tegen een herroeping schorst de beslissing, tenzij deze niettegenstaande enig beroep uitvoerbaar is verklaard.

.../...

De tekst vermeldt niet wie in dat geval de beslissing uitvoerbaar verklaart, doch het lijkt er wel op dat zulks door de lagere administratieve overheid geschiedt, en niet door de Minister van Financiën.

De tenuitvoerlegging van een administratieve beslissing in de tussentijd dat de Minister van Financiën het dossier onderzoekt, kan een moeilijk te herstellen ernstig nadeel berokkenen, zowel op het stuk van de bekendheid van de betrokken persoon of vennootschap als op het stuk van de exploitatiekosten, zoals de bezoldiging van het personeel, huurgelden en allerhande abonnementen.

De afdeling administratie van de Raad van State kan niet rechtsgeldig worden geadieerd met het oog op de schorsing, in kort geding, van de administratieve beslissing, daar zulk een vordering vooronderstelt dat een verzoekschrift tot nietigverklaring is ingediend, wat onmogelijk is zolang de Minister van Financiën niet beslist heeft.

Volgens het Arbitragehof (26) kan de wetgever, wanneer bij oordeelt dat het wenselijk is te voorzien in de mogelijkheid van een vordering tot schorsing van de bestuurshandelingen, dat recht niet ontzeggen aan bepaalde categorieën van rechtssubjecten indien daarvoor geen redelijke rechtvaardiging bestaat.

---

(26) Arrest nr. 61/94 dd 14 juli 1994, Belgisch Staatsblad van 9 augustus 1994, blz 20.173.

Buiten het geval waarin een strafbaar feit, gepleegd in een wisselvennootschap, de sluiting van de instelling bij rechterlijke beschikking tot gevolg heeft, zet het ontwerp niet de redenen uiteen die in bepaalde gevallen rechtvaardigen dat voor de exploitant ten nadele van wie een administratieve beslissing is genomen, geen beroep bij de rechter openstaat waardoor hij indien nodig de schorsing van de tenuitvoerlegging van een administratieve beslissing tot sluiting kan verkrijgen.

Zulks kan worden verholpen door aan de Minister van Financiën, doch niet aan de lagere overheid, de bevoegdheid toe te kennen om als veiligheidsmaatregel en in ernstige gevallen te besluiten tot schorsing van de registratie binnen de tijdspanne nodig voor het onderzoek ten gronde betreffende de beslissing tot herroeping van de registratie.

Indien het ontwerp aldus wordt geconcipieerd, staat tegen de beslissing van de Minister van Financiën een schorsingsberoep open bij de Raad van State.

#### Art. 21.

In de inleidende zin van artikel 5, § 2, tweede lid, mogen de woorden "als bijlage" vervallen.

.../...

**Art. 37.**

In de inleidende zin behoort te worden geschreven :  
"... der Staatsschuld, gewijzigd bij de wet van 28 juli  
1992 ...".

**Art. 38.**

In het ontworpen artikel 5, derde lid, vervange men  
de streepjes door de indelingen 1° en 2°.

**Art. 44.**

Ten einde elke discrepantie met de terminologie die  
gebruikt wordt door de wet van 4 december 1990 op de  
financiële transacties en de financiële markten te voor-  
komen, wordt voorgesteld het ontworpen artikel 126<sup>1</sup>, 15°,  
als volgt te redigeren :

"15° de leningen van effecten".

Deze opmerking geldt tevens voor het ontworpen  
artikel 139bis, 5° (artikel 46 van het ontwerp).

**Art. 46.**

Hoewel de commentaar bij het artikel zulks niet  
duidelijk laat blijken, heeft de vrijstelling waarin

.../...

voorzien wordt in het ontworpen artikel 139bis, 5°, tot gevolg dat indirecte prolongatie voortaan de enige prolongatieverrichting tegen effecten is die, overeenkomstig artikel 138 van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen, belastbaar is, hetzij voor de persoon die prolongeert (bij speculatie à la hausse), hetzij voor de persoon die prolongatie neemt (bij speculatie à la baisse).

Als deze interpretatie overeenstemt met de wil van de steller van het ontwerp, behoort de memorie van toelichting in dat opzicht te worden aangevuld.

#### Art. 57.

1. Teneinde de onnodig zware en ingewikkelde redactie van het ontworpen artikel 265, 1°, te vereenvoudigen, wordt voorgesteld die bepaling als volgt te stellen :

"1° aan de Staat, uit hoofde van beleggingen op korte termijn om het hoofd te bieden aan de kastekorten te wijten aan de onmogelijkheid om ... (voorts zoals in het ontwerp)".

2. Aangezien het fonds voor belegging in schuldvorderingen geen eigen rechtspersoonlijkheid bezit, zou het beter zijn het ontworpen artikel 265, 2°, als volgt te stellen :

.../...

"2° aan de vennootschappen bedoeld in artikel 261, 3°, wegens de schuldvorderingen die behoren tot de beleggingsfondsen waarvan zij het beheer verzorgen".

Art. 58.

In plaats van woorden in te voegen in de inleidende zin van artikel 266, eerste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, is het beter het volledige te wijzigen lid over te nemen en artikel 58 als volgt te redigeren :

"Art. .... Artikel 266, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 266. De Koning kan ... (voorts zoals in artikel 266, eerste lid, van het Wetboek) ... voor zover het gaat om :

- 1° inkomsten die verkregen zijn door personen wier identiteit kan worden vastgesteld;
- 2° inkomsten die verkregen zijn door collectieve beleggingsinstellingen naar buitenlands recht :
  - a) waarvan het onverdeelde vermogen wordt beheerd door een beheersvennootschap voor rekening van de deelnemers;

.../...

- b) en waarvan de aandelen in België niet openbaar worden uitgegeven en niet in België worden verhandeld;
- 3° inkomsten uit effecten aan toonder ... (voorts zoals in artikel 266, eerste lid, met dien verstande echter dat 1°, 2° en 3° worden vervangen door a), b) en c))"".

#### Art. 69.

Artikel 85, tweede lid, van de wet van 22 juli 1993 houdende fiscale en financiële bepalingen neemt 26 juli 1993 als datum van inwerkingtreding van artikel 73 van dezelfde wet waarbij in het Wetboek der successierechten een boek IIbis is ingevoegd betreffende een jaarlijkse taks op de collectieve beleggingsinstellingen.

Voor 1993 hebben alle betrokken instellingen die nieuwe belasting betaald, maar drie ervan hebben sedertdien bij het bestuur een aanvraag om terugbetaling ingediend. De wijziging die voorgenomen is door artikel 69 strekt ertoe die bedoelingen te dwarsbomen door de inwerkingtreding van voormeld artikel 73 26 dagen te vervroegen, zodat de inwerkingtreding samenvalt met de dag van het jaar (1 juli) waarop men zich moet plaatsen om na te gaan welke vennootschappen de jaarlijkse taks op de collectieve beleggings-

.../...

instellingen verschuldigd zijn en wat het bedrag is van de belastingschuld van elk ervan (27).

Voor zover de bepaling van toepassing is op de inkomsten van 1993, vormt zij een schending van het beginsel dat het belastingstelsel van de belastingplichtige definitief vastgesteld dient te zijn de dag dat het belastbare tijdperk wordt afgesloten.

Bovendien blijkt uit de commentaar bij de wet dat er thans betwistingen hangende zijn en dat de tekst er alleen toe strekt daar op eenzijdige wijze een einde aan te maken.

Bijgevolg is de door de ontworpen bepaling voorgeschreven terugwerkende kracht onaanvaardbaar.

#### Art. 72.

1. In de inleidende zin schrijve men "deze" in plaats van "onderhavige".

2. In 1<sup>o</sup> schrijve men "fabricage van nationale munt" in plaats van "nationale muntfabricage".

---

(<sup>2</sup> Zie de artikelen 161, 161bis en <sup>7</sup> 161quater van het Wetboek der successierechten.)

De opmerking geldt tevens voor het vervolg van het ontwerp.

3. Aangezien 2° de handelsbedrijvigheid die de Koninklijke Munt van België aan de dag kan leggen slechts bij wijze van voorbeeld noemt, zal het onmogelijk zijn een duidelijke scheidingslijn te trekken tussen de activiteiten voor de uitvoering waarvan die dienst door de wet gemachtigd is en die activiteiten die niet op zulk een machtiging steunen. Daardoor zal de wettigheid van de administratieve beslissingen betreffende de verkoop van nieuwe produkten door de Koninklijke Munt van België zeer slecht gewaarborgd zijn telkens als die produkten niet voorkomen in de opsomming die onder 2° staat. Bovendien behoort te worden opgemerkt dat 2°, doordat het geen exhaustieve opsomming geeft van de handelsactiviteiten van de Koninklijke Munt van België, er met schending van het beginsel van de specialiteit van de begroting, dat ingeschreven is in artikel 180, tweede lid, van de Grondwet toe leidt ontvangsten van de Staat te bestemmen voor doeleinden die ten dele onbepaald zijn.

De handelsactiviteiten bedoeld in de artikelen 72, 2°, en 73, § 1, 2°, dienen positief te worden bepaald, zodat het mogelijk is met zekerheid vast te stellen welke activiteiten de Munt, met naleving van het wettigheidsbeginsel, mag ontplooien.

.../...

**Art. 73.**

1. In het gehele artikel zou het woord "opdrachten" vervangen moeten worden door het woord "taken". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 77, § 1 (dat artikel 77, eerste lid, wordt).

2. Er wordt verwezen naar de opmerking die onder artikel 72 is gemaakt.

3. Er is geen reden om het artikel in paragrafen in te delen, aangezien elke paragraaf uit slechts een lid bestaat.

Deze opmerking geldt tevens voor artikel 77.

**Art. 74.**

Volgens de gemachtigde van de minister zou de tweede zin van het artikel ertoe strekken de bevoegdheden van de leidende ambtenaren van de Koninklijke Munt van België uit te breiden op het stuk van het plaatsen en uitvoeren van overheidsopdrachten. Aangezien zulk een resultaat kan worden bereikt door het wijzigen van het koninklijk besluit van 13 december 1977 betreffende het overdragen van bevoegdheid inzake de gunning en de uitvoering van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en

.../...

diensten, lijkt die tweede zin geen nut te hebben en behoort hij te vervallen.

Art. 75.

Gelet op artikel 71, tweede lid, van het ontwerp, dienen de woorden "dat Staatsbedrijf" te worden vervangen door de woorden "de Munt".

Art. 76.

De woorden "die op 31 december 1994 ... bestaan" zijn moeilijk te verzoenen met de door artikel 85 aan de Koning gelaten bevoegdheid om als datum van inwerkingtreding van de bepalingen van hoofdstuk XX van het ontwerp een andere datum vast te stellen. Om deze opmerking te onder-  
vangen en duidelijker te laten blijken voor welke schulden en schuldvorderingen de Koninklijke Munt van België in de plaats komt van het Muntfonds, wordt voorgesteld het artikel als volgt te redigeren :

"Art. .... De Munt neemt de schulden en schuldvorderingen over die bedoeld zijn in artikel 5, tweede en derde lid, van de wet van 12 juni 1930 tot oprichting van een Muntfonds, zoals het gewijzigd is bij de wet van 21 mei 1973. De nettowaarde van deze schulden en schuldvorderingen wordt in aanmerking genomen om de inbreng van het Muntfonds in de Munt te beoordelen".

.../...

**Art. 77.**

1. In de Franse tekst van paragraaf 1 (die het eerste lid wordt) dienen de woorden "sur proposition de" te worden vervangen door de woorden "sur la proposition de".

Deze opmerking geldt tevens voor artikel 84.

2. Voorgesteld wordt de paragrafen 2 en 3 onder te brengen in een als volgt luidend lid :

"De inbreng van het Muntfonds in de Munt bestaat uit :

- 1° een bedrag van 50 miljoen frank;
- 2° de uitrusting en roerende goederen die noodzakelijk zijn voor de in artikel 73, § 1, bedoelde taken.

De commissie van toezicht van de amortisatiekas bepaalt de waarde van de goederen bedoeld in het tweede lid, 2°.

**Art. 78.**

In het tweede lid schrijve men : "Het voorschot geeft aanleiding tot een vergoeding ... maanden".

.../...

**Art. 79.**

1. Er wordt voorgesteld in 4° de woorden "andere dan onder artikel 73, § 1, 3°" te vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 73, eerste lid, 4°".

Bovendien zou het beter zijn te schrijven : "elke verkoop" in plaats van "alle verkopen".

2. In 5° zouden de woorden "alle verkoop van roerende goederen vermeld onder artikel 73, § 3" beter vervangen worden door de woorden "elke verkoop van roerende goederen, tot stand gebracht krachtens artikel 73, derde lid".

**Art. 80.**

Het artikel dient te worden gewijzigd zodat duidelijker tot uiting komen :

- a) de criteria voor de toewijzing van de netto-opbrengst van de uitgaven;
- b) de procedure voor de toewijzing van die opbrengst;
- c) de categorieën personen aan wie de netto-opbrengst kan worden toegewezen.

.../...

**Art. 81.**

In het eerste lid schrijve men "met goedvinden van" in plaats van "mits het akkoord van", alsook "twaalf maanden" in plaats van "twaalf maand".

In het tweede lid schrijve men "drie maanden" en niet "drie maand".

**Art. 82.**

De inleidende zin van het artikel zou gemakkelijker te begrijpen zijn mocht hij als volgt worden gesteld :

"Art. .... De netto-winst van de Munt is gelijk aan het bedrijfsresultaat verminderd met :".

**Art. 83.**

De woorden "van het Staatsbedrijf" moeten vervallen.

## Art. 84.

1. Twee (28) van de drie bestemmingen die door het artikel aan de netto-winst van de Munt kunnen worden gegeven, vormen afwijkingen van het beginsel dat de ontvangsten van die dienst bestemd zijn om zijn uitgaven te dekken. Het artikel zou dan ook aangevuld moeten worden met de criteria waarop het ministerie van Financiën en het beheerscomité zich moeten baseren wanneer zij beslissen over de bestemming die aan de netto-winst van de Munt moet worden gegeven.

Bovendien behoort rekening te worden gehouden met de bedoelingen die uitgedrukt zijn in de memorie van toelichting en dient bij voorbeeld een orde van voorrang te worden opgesteld voor de terugbetaling van de activa bedoeld in de artikelen 76 en 77.

2. In ieder geval dienen in de eerste zin van het artikel de woorden "beslist over" te worden vervangen door het woord "bepaalt".

3. In de Nederlandse tekst van de tweede zin schrijve men bovendien "geschiedt" in plaats van "gebeurt".

---

(<sup>2</sup> de terugbetaling, aan het Muntfonds, van het geheel of van een gedeelte van de inbreng bedoeld in artikel 77 alsook de toewijzing van het netto-winstsaldo van de Koninklijke Munt van België aan hetzelfde fonds.<sup>8</sup>)

.../...

**Art. 86.**

1. Overeenkomstig de gevestigde gewoonte redigere men de inleidende zin als volgt :

"Art. .... Artikel 3 van de wet van 12 juni 1930 tot oprichting van een Muntfonds, opgeheven door de wet van 3 maart 1953, wordt hersteld in de volgende lezing :".

2. Er is geen reden om het ontworpen artikel 3 in paragrafen in te delen. Paragraaf 1, die het eerste lid wordt, zou aldus gesteld moeten worden "Een Muntfonds wordt opgericht ... beheer. De nadere regels voor de uitvoering worden gegeven door de Koning, op voordracht ... Financiën en de Minister van Begroting".

3. In de ontworpen paragraaf 2, die het tweede lid wordt, schrijve men "tot taak" in plaats van "tot opdracht".

**Art. 87.**

1. Zoals gebruikelijk is, dient de inleidende zin als volgt te worden gesteld :

"Art. .... Artikel 4 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 23 december 1988 en 28 december 1990, wordt vervangen als volgt :".

.../...

2. Er is geen reden om het ontworpen artikel 4 in paragrafen in te delen.

3. Opdat het ontworpen artikel 4, § 1 (die het eerste lid wordt) niet langer een gedeelte, maar alle ontvangsten van het Muntfonds opsomt, behoort het als volgt te worden aangevuld :

"7° de inkomsten uit beleggingen die gedaan zijn krachtens artikel 6;

8° de sommen ontvangen bij de terugbetaling of de aflossing van de effecten die verkregen zijn krachtens artikel 6;".

De opmerking geldt mutatis mutandis voor de opsomming van de uitgaven van het Muntfonds in paragraaf 2 (die het tweede lid wordt) van hetzelfde artikel.

4. In het ontworpen artikel 4, § 1 (die het eerste lid wordt), 2°, schrijve men : "... uit de omloop genomen ...".

5. In het ontworpen artikel 4, § 1 (die het eerste lid wordt), 5°, schrijve men "aan de Koninklijke Munt van België" en niet "aan het Staatsbedrijf".

.../...

LV.

- 27 -

L. 23.680/2.

.../...

6. In zijn huidige lezing schrijft artikel 4, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wet van 12 juni 1930 tot oprichting van een Muntfonds reeds voor dat het actief van het bijzonder fonds waarvan sprake is in het ontworpen artikel 4, § 3, 1<sup>o</sup>, zal worden gestort in het fonds dat door het eerstgenoemde artikel wordt opgericht. Het ontworpen artikel 4, § 3, 1<sup>o</sup>, heeft dan ook nog slechts belang in het (vrij onwaarschijnlijke) geval dat de storting van het actief van het bijzonder fonds, in strijd met de voorschriften van de wet, nooit zou hebben plaatsgehad.

Als de storting heeft plaatsgehad, behoort de bepaling te vervallen.

7. De woorden "alsmede het beschikbare saldo op 31 december 1994" die voorkomen in het ontworpen artikel 4, § 3 (die het derde lid wordt), 2<sup>o</sup>, geven de bedoelingen van de stellers van het ontwerp slechts onvolledig weer; er wordt dan ook voorgesteld die woorden te schrappen en het lid aan te vullen met de volgende bepaling :

"4<sup>o</sup> het saldo dat fonds "70.01 Muntfonds" van de afzonderlijke sectie van de begroting vertoont de dag waarop artikel 87 van de wet van ... houdende fiscale en financiële bepalingen in werking treedt".

Art. 88.

Overeenkomstig de gevestigde gewoonte dient de inleidende zin als volgt te worden gesteld :

.../...

"Art. .... Artikel 5 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 21 mei 1973, wordt vervangen als volgt :".

Art. 89.

1. Zoals gebruikelijk is, dient de inleidende zin als volgt te worden gesteld :

"Artikel 6 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 23 december 1988, wordt vervangen als volgt :".

2. Zoals het ontworpen artikel 6, tweede lid, is gesteld, wekt het de indruk dat alleen het verschil tussen de ontvangsten en de uitgaven in verband met het beheer van de effectenportefeuille aan de Schatkist vervult, terwijl in feite het batige saldo dat de gezamenlijke inkomsten van het Muntfonds eventueel aanwijzen ten opzichte van de totale uitgaven van dat Fonds, zulk een bestemming moet krijgen.

Daarom zou het ontworpen artikel 6, tweede lid, beter op zijn plaats zijn in het ontworpen artikel 4, in de vorm van een vierde lid (artikel 87 van het ontwerp).

Art. 90.

Overeenkomstig de gevestigde gewoonte behoort te worden geschreven :

"Art. .... In artikel 7 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 2 augustus 1955 en 23 december 1988, worden de woorden ...".

-----